

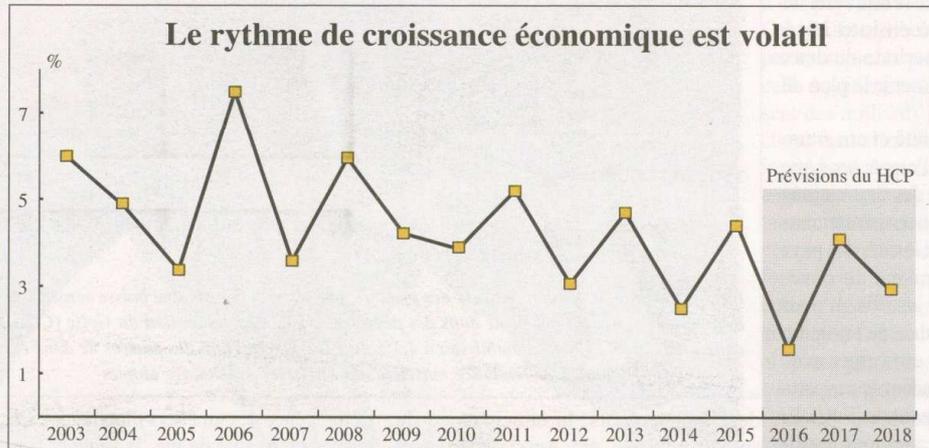
Un tableau contrarié de l'économie marocaine

• La corruption et le secteur informel... entravent le climat des affaires

• Des freins à la croissance, l'emploi et au développement

• Il faut au moins 7% de croissance pour accéder à la «1re division»

L'OCDE a présenté un bilan de santé de l'économie marocaine mardi 11 juillet à Rabat (voir aussi page 2). Volatil, le rythme de la croissance dépendra des résultats de la campagne agricole. Pour le moment, il n'est pas assez fort pour relever le niveau de vie de la majorité de la population. Le déficit public se



Source: OCDE/Données fournies par le Maroc

Avant 2015, la croissance économique était stabilisée autour de 4% en moyenne en dépit de la crise économique. Selon les prévisions du HCP, le rythme qui a baissé en 2016 devra remonter en 2017 pour dégringoler en 2018. Tout dépendra des résultats de la campagne agricole. Et dans une certaine mesure du contexte international

internationaux clés comme l'automobile, aujourd'hui l'un de ses principaux secteurs exportateurs. La réforme de la compensation et la transition vers l'économie verte à travers le plan des énergies renouvelables sont par ailleurs des mutations majeures. «Ces solides performances reflètent les orientations du modèle de développement marocain», notent les auteurs de l'analyse(1). Membre observateur du comité

réduit et l'inflation est maîtrisée. Le pays a réussi son entrée sur certains marchés

Flexibilité du taux de change: Ce que dit l'OCDE

Le Maroc se dirige vers une flexibilisation progressive du taux de change. Celle-ci nécessitera des politiques complémentaires pour renforcer la compétitivité et une politique monétaire adaptée. La fixité du taux de change par rapport à l'euro avait tout son sens dans un contexte où l'UE est le principal partenaire commercial. Le Maroc souhaite désormais élargir son portefeuille de partenaires commerciaux, compte tenu des changements de l'environnement extérieur. Néanmoins, la compétitivité d'un pays ne dépend pas uniquement du taux de change mais aussi de facteurs structurels comme la performance des marchés du travail et de produits, la qualité de l'éducation et des institutions, les politiques d'innovation, la performance des infrastructures et du secteur financier.

Par ailleurs, même si l'objectif de la politique monétaire est le ciblage de l'inflation, il sera désormais important de surveiller les évolutions du taux de change. En effet, dans certains cas, sa

libéralisation peut se traduire par un impact négatif sur l'évolution des prix. Par exemple, une forte dévaluation de la monnaie se traduirait par une augmentation du prix des biens de consommation finale importés et par une hausse du prix des intrants importés utiles à la production intérieure des biens intermédiaires et finaux. Ceci générerait une augmentation de l'inflation. Néanmoins, l'incidence sur celle-ci semble assez faible dans le cas du Maroc. D'après le FMI, l'élasticité s'élèverait à 0,25% dans le court terme et 0,18% dans le long terme. D'autres études ont estimé une élasticité d'environ 0,2% entre 1979 et 2014. Le risque sur la dette publique devrait être limité car seulement environ 20% de la dette est détenue en monnaie étrangère (BAM, 2016). Le contrôle des capitaux sortants devrait limiter l'afflux important de capitaux à l'étranger. La flexibilisation progressive du taux de change devra donc se faire avant l'ouverture du compte du capital. □

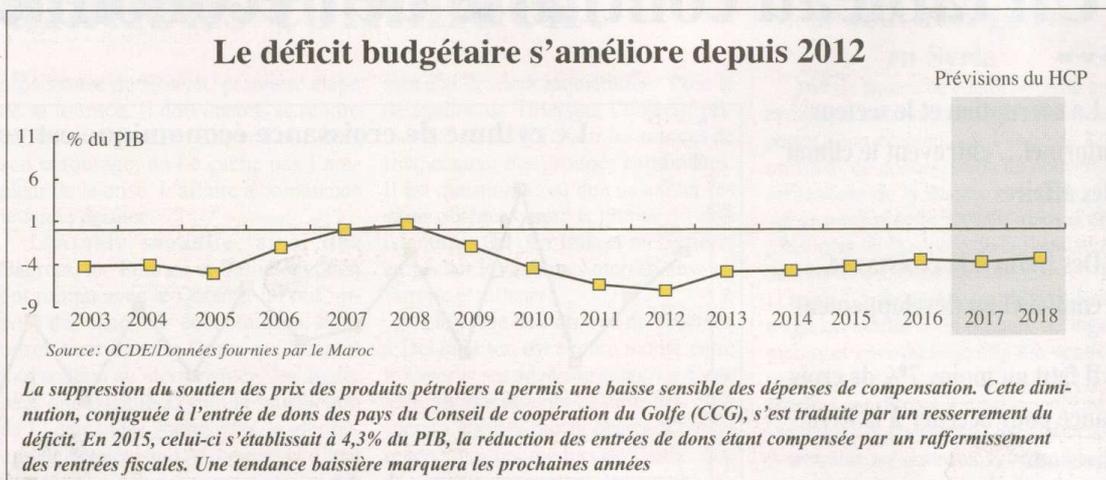
D'après le FMI, l'élasticité s'élèverait à **0,25%** dans le court terme et **0,18%** dans le long terme

OCDE-Examen multidimensionnel:

de la gouvernance publique de l'organisation, le Royaume veut renforcer son statut avancé au sein de cette instance. L'OCDE est disposée à renouveler le programme-pays signé en juin 2015 avec Rabat pour une période de deux ans dans l'objectif de soutenir le plan de réformes.

Investissements, stabilité et ouverture économique sont autant d'atouts pour que le Maroc devienne l'une des destinations attractives. Mais ces données permettent-elles au pays de rejoindre le club des pays émergents? «Le dynamisme du développement marocain est insuffisant pour atteindre l'ambition affichée de rejoindre ces pays et, à terme, de converger avec les pays avancés», répondent les experts du Centre de développement de l'OCDE. Ils avancent d'ailleurs quelques explications. Cette convergence des niveaux de revenus demanderait une croissance soutenue, supérieure à 7% par an. Certes les politiques volontaristes de transformation productive mises en œuvre depuis le début des années 2000 ont donné lieu à l'émergence de nouveaux secteurs manufacturiers. Mais leur poids dans l'économie ne suffit pas à faire contrepois au déficit structurel de la balance commerciale ou à la perte de vitesse de la création d'emplois dans les secteurs manufacturiers traditionnels. Pour l'OCDE, «le passage à la vitesse supérieure requiert une stratégie qui revisite le modèle de développement et sa mise en œuvre face à ses limites et aux transformations de l'économie mondiale».

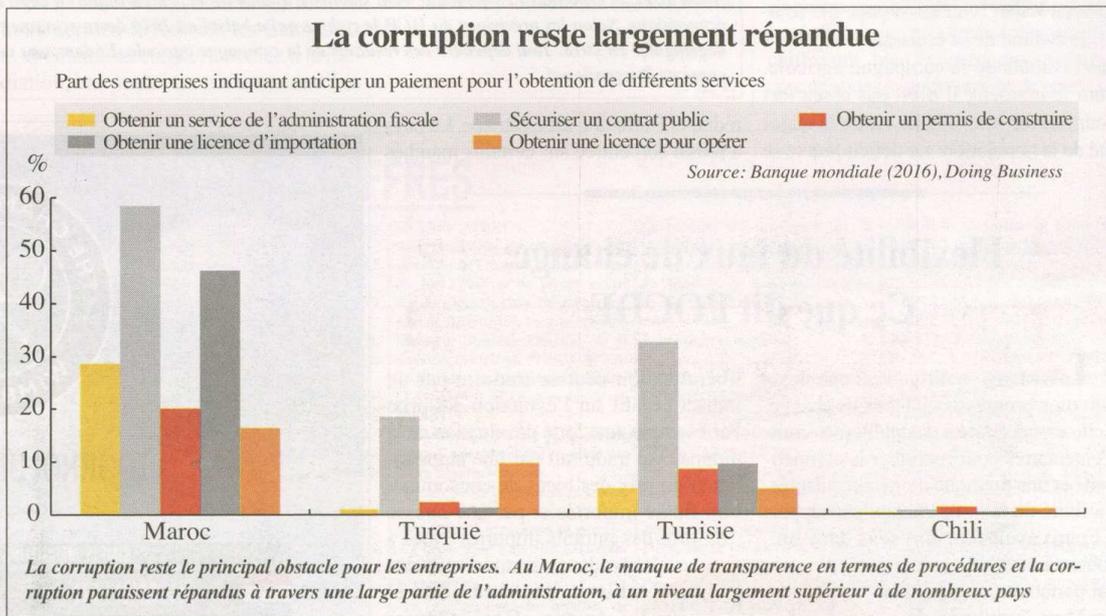
Dans son rapport de près de 200 pages, l'institution revient sur les déséquilibres dont pâtit l'économie marocaine. Le climat des affaires s'est amélioré mais de nombreux freins entravent encore la compétitivité du secteur privé: la corruption, les difficultés d'obtention



des financements, la concurrence du secteur informel, etc. Aussi, la structure de l'économie évolue lentement malgré

l'émergence des «métiers mondiaux». En termes de qualité de vie, la santé et surtout l'éducation tirent les performances

■ **Croissance:** Elle a atteint 4,7% en moyenne pendant les années 2000. Depuis, elle a ralenti en raison de l'atonie



du pays vers le bas. En mettant en place des stratégies sectorielles, l'OCDE insiste sur la coopération et la coordination entre les différents services du gouvernement.

de la reprise en Europe (principal partenaire commercial) et de la décélération de la demande intérieure. Ce niveau de croissance, s'il est comparable à celui de pays similaires, n'est pas suffisant pour inscrire clairement le Maroc dans une trajectoire de convergence avec les pays

Tour d'horizon des principaux messages:

Comment lire le rapport de l'OCDE

(1) L'étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): «Les voies de développement, Examen multidimensionnel du Maroc, Volume 1. Evaluation initiale» offre une vue extérieure sur nos indicateurs. L'intérêt de cet examen est de soutenir les décideurs politiques dans l'élaboration de stratégies appropriées visant à accélérer les réformes. Le rapport a été présenté à Rabat par Mario Pezzini, directeur du centre de développement de l'Organisation et conseiller spécial du Secrétaire général de l'OCDE, en charge des questions de développement ainsi que l'économiste principal Juan R de Laiglesia (Unité des examens multidimensionnels, Centre de développement) □

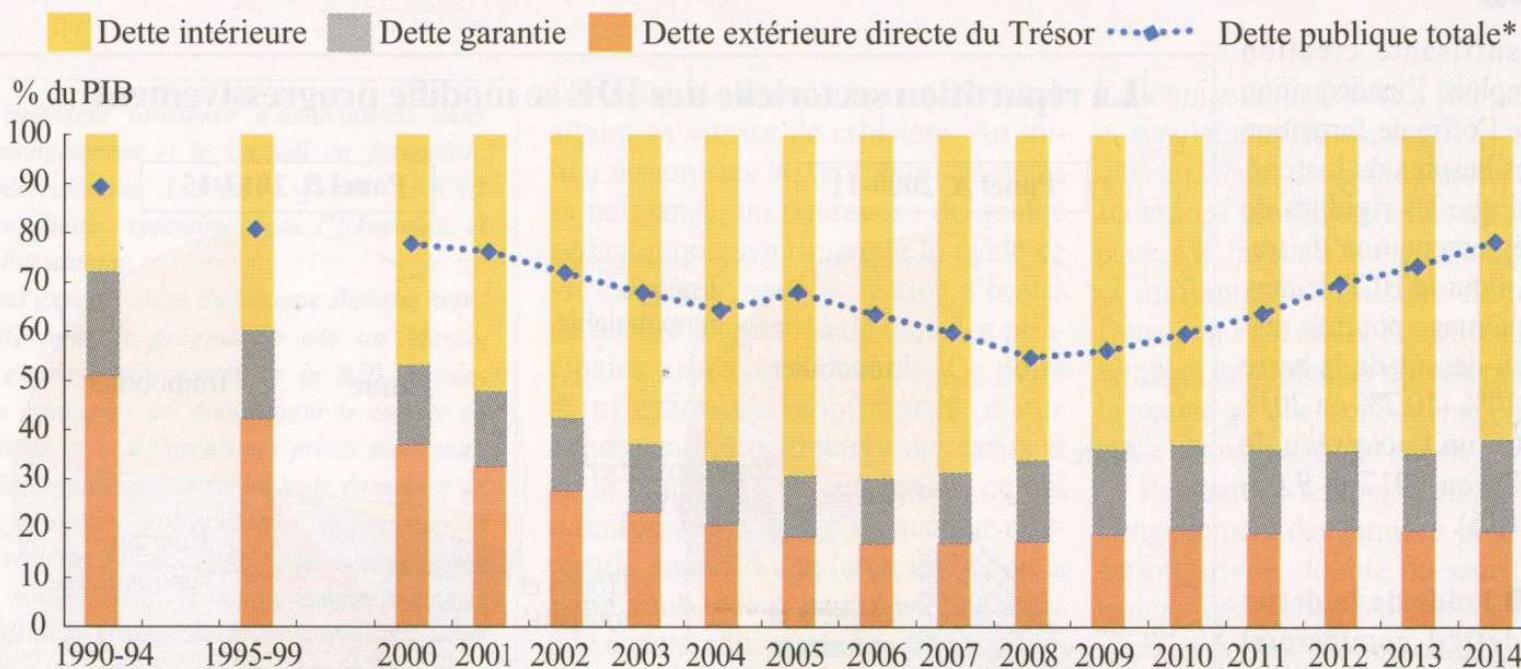
Un tableau contrarié de l'économie marocaine

développés. Selon les prévisions actualisées du HCP présentées le 5 juillet à Casablanca, le PIB progressera de 4% en 2017 au lieu de 3,6% anticipée en janvier (cf. notre édition N°5060 du vendredi 7 juillet 2017).

Le ministère des Finances dévoilera ses nouvelles prévisions dans les prochains jours. La loi de finances a été bâtie sur une hypothèse de croissance du PIB de 4,5%.

■ **Emploi/Chômage:** La situation en matière d'emploi est préoccupante: un taux de chômage élevé notamment pour les jeunes diplômés du supérieur et une faible participation de la main-d'œuvre (notamment des femmes). A cela s'ajoute une perte d'emplois dans les secteurs manufacturiers traditionnels que les métiers mondiaux (aéronautique, automobile, agroalimentaire, textile, électronique) du Maroc ne contrecarrent pas. Plusieurs défis pèsent sur le dynamisme du marché du travail, tels que

La structure de la dette marocaine a changé en 25 ans



Note: * Le niveau d'endettement total (y compris les garanties de dette) en pourcentage du PIB

Source: OCDE/Données fournies par le Maroc

La dette publique augmente en dépit d'une solide gestion budgétaire. Son poids a tendance à s'alourdir, passant de 45,4% du PIB en 2008 à 63,8% en 2015. La part de la dette intérieure représente 49,5% du PIB en 2015, contre 14,3% du PIB pour la dette extérieure. La croissance économique modérée et la baisse des taux d'intérêt réels n'ont pas permis de réduire significativement cette charge. D'après le FMI, une diminution progressive du ratio de dette par rapport au PIB à moins de 60% à moyen terme serait bénéfique pour l'économie



Un tableau contrarié de l'économie marocaine

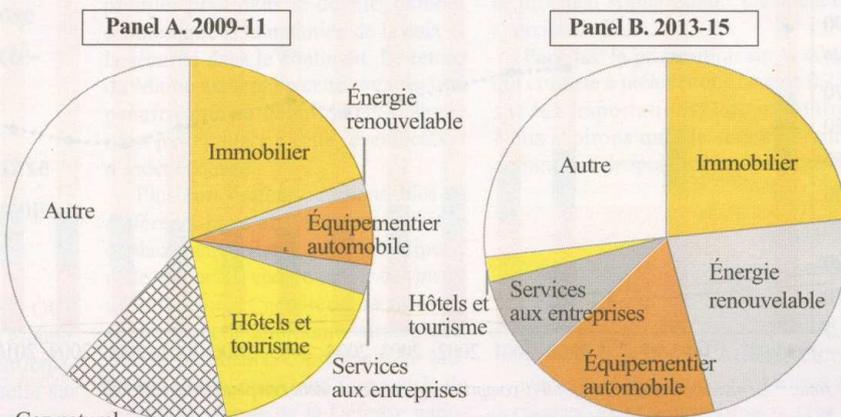
l'insuffisante création d'emplois, l'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché, ainsi que les rigidités de la réglementation du travail. Pour le HCP, le taux de chômage pourrait rester au-dessus de la barre des 10% (10,2% en 2018 contre un taux prévu de 10,7% en 2017 et 9,6% en 2016).

■ **Poids de la dette:**

Le déficit commercial peine à se résorber malgré les nombreux accords de libre-échange. De son côté, le poids de la dette publique s'alourdit et le taux d'épargne intérieure baisse malgré le maintien du contrôle des capitaux. Ces constats reflètent certains déséquilibres du modèle de développement.

La dépendance de la croissance à l'accumulation de capital se heurte à des limites de financement malgré un système bancaire solide.

La répartition sectorielle des IDE se modifie progressivement



Source: Calculs des auteurs à partir de fDi Markets (2016)

Sur la période 2009-2011, l'immobilier, le tourisme, les matières minérales et les communications sont les premiers destinataires de l'investissement direct étranger. Entre 2012 et 2015, l'immobilier garde une place de premier ordre, tandis que le tourisme a connu une baisse marquée (de 17% à 1% du total), de même que le secteur des matières minérales et les communications. A l'inverse, les énergies renouvelables, l'automobile, l'aéronautique, les services aux entreprises et les produits chimiques se sont quant à eux largement développés. Le maintien de la captation importante des IDE dans l'immobilier, secteur de biens non échangeables, semble préoccupant. D'une part la présence de rentes dans ce secteur affecte la compétitivité de pans entiers de l'économie marocaine, d'autre part le Maroc a fourni davantage d'incitations pour les actifs improductifs (résidences secondaires) que productifs (usines)

■ **Climat des affaires:** Malgré les facilités apparentes pour la conduite des affaires, des blocages persistent

(corruption, lourdeurs administratives, concurrence du secteur informel, etc.). Ils pèsent particulièrement lourd sur les petites et moyennes entreprises. Et qui en conséquence empêchent l'essor d'un secteur d'entreprises de taille moyenne, capables de démarcher à l'export et de remplir des conditions de qualité et de rigueur nécessaires. En gros, le Maroc ne tire pas suffisamment partie de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Dans l'immédiat, les chefs d'entreprise s'attendent à de réels changements au niveau du climat des affaires surtout en ce qui concerne les délais de paiement.

■ **Système de compensation:** Il est devenu, en plus d'un instrument de redistribution très imparfait, une charge trop importante pour l'Etat. L'action publique paraît parfois en cohérence insuffisante avec les objectifs de transformation structurelle. Par exemple, les exonérations fiscales favorisent majoritairement des secteurs non productifs tels que l'immobilier. La réforme de la compensation, outil de soutien à la demande intérieure, est à un stade avancé. Son achèvement nécessitera la mise en place d'instruments de gestion de la volatilité qui était jadis absorbée par les caisses de l'Etat. □

■ **Education:** Elle se trouve également au cœur des défis du Maroc. A l'exception du cycle primaire, l'accès à l'éducation obligatoire peine à se généraliser et les taux de participation au niveau du secondaire sont bas. La faible qualité de l'éducation constitue une préoccupation majeure pour l'acquisition des compétences de base et la lutte contre l'analphabétisme. En outre, les taux de redoublement et de décrochage sont élevés, relativement aux pays similaires. Les scores issus des tests internationaux (TIMSS et PIRLS) et des évolutions nationales confirment le retard des élèves marocains dans l'acquisition des connaissances de base. L'adoption prochaine par le Maroc du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) permettra une évaluation plus suivie des compétences des élèves de 15 ans dans les matières principales.

■ **Formation des compétences:** Le niveau d'éducation de la main-d'œuvre ressort clairement de l'analyse de ce volume comme un obstacle clé au développement du Maroc. Les schémas observés suggèrent que le déficit quantitatif de capital humain s'accompagne d'un déficit qualitatif. La formation de capital humain se fait aussi non seulement à l'école mais aussi dans d'autres centres de formation et dans le monde du travail, or le système marocain de formation continue à faire face à des faiblesses importantes. Il semble également que le capital humain ne soit pas assez valorisé, plus de 60% de la population active occupée n'ayant aucun diplôme.

■ **Santé:** En dépit d'une nette amélioration des indicateurs, l'accès aux soins reste cependant difficile et les niveaux de satisfaction des Marocains à l'égard de ce secteur restent faibles. L'accès est difficile en raison du nombre insuffisant de structures de soins et de professionnels de santé. En plus d'une répartition déséquilibrée de l'offre de soins sur le territoire. Les dépenses des ménages en matière de santé sont élevées compte tenu du développement du pays et la couverture maladie n'est pas encore universelle. □

Fatim-Zahra TOHRY